



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 23 mai 1968,  
à 10 h 55

NEW YORK

## S O M M A I R E

	Pages
<i>Point 9 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport de la Commission de la population</i>	
<i>Rapport du Comité social. . . . .</i>	15
<i>Point 12 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Stupéfiants</i>	
<i>Rapport du Comité social. . . . .</i>	16
<i>Point 18 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Organisations non gouvernementales (suite)..</i>	16
<i>Point 16 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Plaintes relatives à des atteintes à l'exer-</i>	
<i>cice des droits syndicaux. . . . .</i>	19

*Président:* M. Manuel PEREZ GUERRERO  
(Venezuela).

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Commission de la population  
(E/4454 et Add.1)

## RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/4513)

1. Le **PRESIDENT** appelle l'attention sur le paragraphe 3 du rapport du Comité social (E/4513) qui indique que le Comité n'a étudié que les chapitres IV, V, VI, VII et XI du rapport de la Commission de la population sur sa quatorzième session (E/4454) et a renvoyé l'examen des chapitres restants à la quarante-cinquième session du Conseil. Il est dit, au paragraphe 4, que le Comité a décidé par la suite de renvoyer à la quarante-cinquième session l'examen du projet de résolution qui figure au chapitre XI du rapport de la Commission, et a recommandé par conséquent au Conseil de prendre note seulement des chapitres IV, V, VI et VII du rapport.

2. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique, sans être opposée à ce que le Conseil examine le rapport de la Commission de la population (E/4454) — qui, pendant ses 20 années d'existence, a contribué utilement aux activités de l'ONU dans le domaine économique et social —, aimerait cependant souligner que, à son avis, l'écart entre le taux de la croissance démographique, d'une part, et le taux d'augmentation de la production des biens de consommation et du développement culturel, d'autre part, pose un problème urgent dans nombre de pays, et particulièrement dans les pays en voie de développement. Le niveau de vie et le taux de formation du capital sont restés stationnaires parce que l'on n'a pas pleinement exploité les ressources naturelles et humaines. On ne peut résoudre ce problème qu'à l'aide de vastes réformes sociales et économiques, destinées à promouvoir le développement de l'économie, l'industrialisation, une productivité accrue de la main-d'œuvre, une produc-

tion agricole supérieure et l'élévation du niveau culturel et du niveau d'instruction de la population. Il ne faut pas étudier les facteurs démographiques en les isolant d'autres facteurs plus importants du domaine économique et social et, en tout cas, le système utilisé pour appliquer la politique démographique devrait être fondé sur le principe du respect des droits fondamentaux de l'homme.

3. On pense généralement que le maintien de la paix dépend dans une grande mesure de la manière dont le prétendu problème démographique sera résolu. Et pourtant, l'histoire montre que ce ne sont pas les pays dont le taux de croissance démographique est élevé et dont le niveau de vie est bas qui ont été les instigateurs des grandes guerres. Les deux guerres mondiales n'ont pas résulté des problèmes démographiques, mais des politiques impérialistes de certains pays développés.

4. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique), appuyé par M. VERCELES (Philippines), déclare qu'il avait cru comprendre que l'examen de la section du rapport du Comité du programme et de la coordination relatif aux programmes démographiques (E/4493/Add.1) avait été également reporté à la quarante-cinquième session. Il estime que cette décision aurait dû être mentionnée dans le paragraphe 3 du rapport du Comité social.

5. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) répond que le Comité social n'a pas pris officiellement de décision dans ce sens.

6. Le **PRESIDENT** déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil désire reporter l'examen du document E/4493/Add.1 à la quarante-cinquième session et qu'il sera fait état de cette décision dans le rapport du Conseil.

*Il en est ainsi décidé.*

7. Le **PRESIDENT** propose au Conseil de prendre note du rapport du Comité social (E/4513).

*Il en est ainsi décidé.*

8. M. VIAUD (France) fait remarquer que la partie la plus importante du rapport du Comité social (E/4513) est la recommandation, figurant au paragraphe 4, que le Conseil prenne note des chapitres IV, V, VI et VII du rapport de la Commission de la population sur sa quatorzième session (E/4454). Il faudrait faire état en termes plus explicites de la décision du Conseil relative à cette recommandation. M. Viaud propose en conséquence que le Conseil prenne expressément note de ces chapitres du rapport de la Commission de la population.

9. Sa seconde remarque a trait aux rapports de toutes les commissions techniques. Par suite de la modification apportée aux méthodes de travail du Conseil à partir de 1966 et conçue par le Comité du

programme et de la coordination, on tend à mettre à part, dans les rapports des commissions techniques, tout ce qui est lié aux programmes de travail et à reporter l'examen de ces questions à la session d'été du Conseil, alors que, normalement, les rapports eux-mêmes sont examinés à la session de printemps. Cette manière d'agir pourrait créer certaines difficultés quant à l'organisation pratique des délibérations du Conseil, et il serait alors nécessaire de modifier à nouveau ses méthodes de travail.

10. Le **PRESIDENT** propose au Conseil d'adopter la proposition française de prendre expressément note des chapitres IV, V, VI et VII du rapport de la Commission de la population (E/4454).

*Il en est ainsi décidé.*

## POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Stupéfiants (E/4455)

RAPPORT DU COMITE SOCIAL (E/4516)

11. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à voter sur les projets de résolution I à VII qui figurent dans le rapport du Comité social (voir E/4516, par. 6) et dont le Comité recommande l'adoption au Conseil.

**I. — RAPPORT DE LA COMMISSION DES STUPEFIANTS ET RAPPORT FINAL DU COMITE CENTRAL PERMANENT DES STUPEFIANTS ET DE L'ORGANE DE CONTROLE DES STUPEFIANTS**

**II. — COOPERATION REGIONALE AU PROCHE ET AU MOYEN-ORIENT POUR LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DES STUPEFIANTS**

**III. — ABUS DU CANNABIS ET NECESSITE D'APPLIQUER EN PERMANENCE DES MESURES DE CONTROLE SEVERES**

**IV. — REMPLACEMENT DE LA CULTURE DU CANNABIS AU LIBAN**

**V. — MESURES LEGISLATIVES NATIONALES DE CONTROLE DES SUBSTANCES PSYCHOTROPES QUI NE SONT PAS SOUMISES A UN CONTROLE INTERNATIONAL**

**VI. — MESURES DE CONTROLE URGENTES A APPLIQUER AU LSD ET AUX SUBSTANCES HALLUCINOGENES ANALOGUES**

**VII. — DOPAGE**

*A l'unanimité, les projets de résolution I à VII sont adoptés.*

12. M. VIAUD (France) est d'avis que, étant donné la grande importance que présentent les résolutions qui viennent d'être adoptées pour les peuples du monde entier, on devrait prier le Secrétaire général de demander au Service de l'information, lorsqu'il fera état de ces résolutions, de leur accorder une importance particulière et d'en traiter d'une manière plus détaillée que d'ordinaire.

13. Le **PRESIDENT** dit qu'il approuve entièrement la proposition du représentant de la France et qu'il priera le Secrétaire général de donner aux résolutions la plus large publicité possible.

## POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (*suite*)  
[E/4476, E/4485 et Corr.1 et 2]

14. M. FORSHELL (Suède), prenant la parole en tant que président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, dit que le Comité espère terminer la tâche dont il est chargé, au titre du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1225 (XLII) du Conseil, suffisamment tôt pour soumettre ses recommandations à la quarante-sixième session. Rappelant les remarques qu'il avait faites à la 1519<sup>ème</sup> séance à propos du dernier alinéa du préambule du projet de résolution annexé au rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/4485 et Corr.1 et 2), il propose d'inclure dans le rapport du Conseil une note ayant trait au projet de résolution et libellée comme suit:

"Le Conseil a décidé que la résolution ci-dessus ne prendrait pas effet avant que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales ait fini de revoir la liste des organisations actuellement dotées du statut consultatif conformément à la demande qui figure dans la résolution 1225 (XLII) du Conseil, en date du 6 juin 1967, et avant que le Conseil ait pris, à sa quarante-sixième session, une décision à propos du rapport du Comité."

Pour exécuter la tâche dont il est chargé en vertu de la résolution 1225 (XLII), le Comité s'inspirerait évidemment des critères énoncés dans le projet de résolution dont le Conseil est actuellement saisi. En même temps, les organisations auxquelles le statut consultatif avait été accordé en vertu de la résolution 288 B (X) du Conseil continueraient à être consultées et auraient le droit de faire des déclarations conformément au mécanisme créé en vertu de cette résolution.

15. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales n'a pas indiqué quelle résolution serait applicable aux organisations qui demandent à bénéficier du statut consultatif pendant la période où le Comité procédera à son examen. De l'avis de M. Nassinovsky, toute décision concernant ces organisations devrait être prise conformément aux dispositions du nouveau projet de résolution. S'il a bien compris, ce point devrait être précisé dans le rapport du Conseil. Le représentant de l'Union soviétique pense aussi que les dispositions du nouveau texte devraient s'appliquer aux organisations dont le reclassement fera l'objet d'une décision à la quarante-cinquième session.

16. M. FORSHELL (Suède), prenant la parole en tant que président du Comité du Conseil des organisations non gouvernementales, dit que le représentant de l'URSS a bien interprété ce qui a été dit. Le Comité a décidé que toutes les demandes non encore examinées au moment de la revision, ou reçues après cette date, seront examinées en fonction des critères énoncés dans le projet de résolution et que toutes les recommandations faites au Conseil pour qu'il donne suite à ces demandes seront soumises au Conseil, aussi bien que toutes les recommanda-

tions concernant le reclassement des organisations déjà dotées du statut consultatif. Il est donc inévitable que, pendant une certaine période, les dispositions du projet de résolution s'appliquent aux organisations reclassées ainsi qu'aux nouvelles organisations dont les demandes ont été examinées, tandis que l'ancienne résolution continuera de s'appliquer aux organisations dotées du statut défini dans ce texte et n'ayant pas encore fait l'objet d'une révision.

17. Le PRESIDENT c' que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil accepte d'inclure dans son rapport la note suggérée par le Président du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.

*Il en est ainsi décidé.*

18. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur le projet de résolution qui figure dans le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (voir E/4485 et Corr.1 et 2, annexe).

19. M. VIAUD (France) demande qu'il soit procédé à un vote séparé sur la dernière phrase du paragraphe 9 du projet de résolution.

*Par 19 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la dernière phrase du paragraphe 9 est adoptée.*

20. M. ALLEN (Royaume-Uni) demande un vote séparé sur le mot "autres", à la dernière phrase du paragraphe 17, et sur l'ensemble du paragraphe si ce terme est conservé.

*Par 15 voix contre 4, avec 3 abstentions, le mot "autres" est adopté.*

*Par 18 voix contre zéro, avec 4 abstentions, l'ensemble du paragraphe 17 est adopté.*

*A l'unanimité, l'ensemble du projet de résolution est adopté.*

21. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) rappelle que les représentants de la France et de la Belgique ont soulevé la question des incidences financières des recommandations que contient le rapport du Secrétaire général (E/4476). Les projets recommandés seront financés par les crédits alloués au Service de l'information.

22. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit que, sans s'opposer à l'approbation du rapport par le Conseil, sa délégation n'est pas favorable à l'organisation des conférences d'organisations non gouvernementales à l'échelon régional suggérée au paragraphe 41; la délégation britannique doute, en effet, que de telles conférences puissent constituer une utilisation fructueuse des fonds de l'Organisation des Nations Unies.

23. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation voudrait faire quelques observations au sujet du rapport du Secrétaire général (E/4476) en ce qui concerne les organisations non gouvernementales inscrites sur la liste du Service de l'information. Au moment de l'adoption de la résolution 1225 (XLII) du Conseil, il a été fait observer que bon nombre de ces organisations sont des organisations nationales ayant leur siège aux Etats-Unis dont les activités ne sont pas toujours liées aux travaux de l'ONU. L'augmentation du nombre des organisations nationa-

les de cette liste s'explique en partie par le désir de ces organisations de promouvoir et de faire connaître les travaux de l'ONU. Cependant, des organisations utilisent parfois ce statut uniquement pour des raisons de prestige ou afin de faire pression sur des délégations ou des membres du Secrétariat. On a pu voir dans la presse que les activités de certaines de ces organisations sont liées aux activités du Service d'espionnage des Etats-Unis (CIA). Le Secrétariat devrait prendre des dispositions pour réviser la liste du Service de l'information, en éliminer les organisations nationales des Etats-Unis qui se livrent à des activités discutables et élargir la représentation géographique des organisations qui ont leur siège dans d'autres pays. Une plus grande attention devrait être portée aux normes définies dans la résolution adoptée à la séance en cours et sur lesquelles on pourrait utilement se fonder pour établir la liste des organisations non gouvernementales du Service de l'information. Il importe de veiller à ce que la participation des organisations non gouvernementales à l'important travail de ce service reste équilibrée.

24. M. PIPARSANIA (Inde) dit que sa délégation appuie les recommandations énoncées au paragraphe 41 du rapport du Secrétaire général. La délégation indienne ne s'oppose pas à ce que l'on organise les conférences régionales en question, mais peut-être faudrait-il d'abord déterminer s'il est possible de mieux organiser les conférences qui ont déjà lieu chaque année avant de prévoir des conférences régionales.

25. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) déclare que, tout en approuvant l'idée d'organiser des conférences sur une base régionale, il faudrait encourager au maximum les organisations non gouvernementales à organiser et à financer elles-mêmes ces cycles d'étude. Le représentant des Etats-Unis pense également, comme certaines autres délégations, que, en pareil cas, les fonds de l'Organisation des Nations Unies pourraient être utilisés à d'autres fins.

26. Quant aux observations du représentant de l'URSS, M. Squire reconnaît que la liste des organisations inscrites auprès du Service de l'information comprend surtout des organisations occidentales et bon nombre d'organisations nationales des Etats-Unis. Cette situation est, certes, regrettable, mais la question essentielle qui se pose est de déterminer comment modifier cet état de choses. De l'avis de la délégation des Etats-Unis, il vaudrait mieux rétablir l'équilibre en incitant de nouvelles organisations d'autres régions à s'inscrire sur la liste du Service de l'information plutôt qu'en éliminant celles qui y figurent déjà. Le représentant des Etats-Unis juge inutile de faire de nouveaux commentaires sur la question du rôle de la CIA auprès de certaines organisations non gouvernementales.

27. L'établissement d'une liste d'organisations inscrites auprès du Service de l'information répond à un objectif différent de celui du Conseil, qui doit décider de l'octroi du statut consultatif aux termes de l'ancienne ou de la nouvelle résolution. Une liste d'organisations chargées de diffuser des informations sur l'Organisation des Nations Unies a été dressée et, de toute évidence, le plus grand nombre possible

d'organisations devrait figurer sur une telle liste. Les travaux des organisations non gouvernementales ont pour effet de compléter le budget et les efforts de l'ONU, qui ne dispose ni du personnel ni des fonds suffisants pour diffuser un volume adéquat d'informations sur ses propres travaux. Les organisations s'acquittent généralement très bien de leur travail, sans qu'il en coûte quoi que ce soit à l'ONU, aussi le représentant des Etats-Unis espère-t-il que bien d'autres encore de ces organisations demanderont à figurer sur cette liste. Le Gouvernement américain, contrairement à certains autres gouvernements, estime qu'on devrait être en droit de faire connaître tous les points de vue. La question du statut consultatif est d'une tout autre nature.

28. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) estime que les conférences régionales contribueraient beaucoup à la diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies et il faut donc en encourager l'organisation. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie pense, comme le représentant des Etats-Unis, que les organisations non gouvernementales devraient organiser ces conférences elles-mêmes, mais celles-ci devraient toutefois avoir lieu sous les auspices des Nations Unies. Des conférences régionales ont déjà eu lieu en Europe, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient; la délégation tanzanienne insistera pour que la prochaine conférence ait lieu en Afrique.

29. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter du fait que la plupart des organisations non gouvernementales inscrites sur la liste du Service de l'information ont leur siège aux Etats-Unis; l'Organisation des Nations Unies elle-même a bien son siège dans ce pays. Mais la délégation tanzanienne est, en revanche, préoccupée par le fait qu'une seule organisation représentant les intérêts des Afro-Américains figure sur la liste. Il semble que ces organisations aient été écartées par le Gouvernement des Etats-Unis agissant soit seul, soit de connivence avec le Service de l'information. Or, non seulement les ressortissants noirs des Etats-Unis s'intéressent particulièrement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et de la dignité et de la valeur de la personne humaine, mais ils ont acquis en la matière une expérience précieuse pour l'ensemble du monde. Des organisations représentant les intérêts particuliers des Afro-Américains devraient immédiatement être inscrites sur la liste du Service de l'information. La délégation tanzanienne ne saurait accepter le rapport du Secrétaire général (E/4476) tant qu'on n'aura pas fait le nécessaire pour accorder une attention spéciale aux organisations non gouvernementales représentant les intérêts de la population noire des Etats-Unis et aux organisations non gouvernementales africaines, qu'elles soient nationales ou régionales.

30. Il faut tenir compte de l'esprit et de la lettre des paragraphes 9 et 17 de la résolution relative aux consultations avec les organisations non gouvernementales qui vient d'être adoptée par le Conseil pour que les objectifs du Conseil ressortent clairement. Toutes les délégations savent que les organisations afro-américaines des Etats-Unis ont "une expérience particulière" du genre de celle qui est

mentionnée au paragraphe 9. En ce qui concerne le paragraphe 17, il est intéressant de noter que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Belgique ont insisté pour que le mot "autres" soit supprimé pour ne pas donner à entendre que le colonialisme, l'apartheid et l'intolérance raciale sont des violations manifestes des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En effet, ces quatre pays ont été des puissances colonialistes et impérialistes, et l'intolérance et la discrimination raciales y règnent. Le Service de l'information devrait tenir particulièrement compte des dispositions du paragraphe 17 lorsqu'il étudie des demandes formulées par des organisations dont les objectifs sont au nombre de ceux qui sont mentionnés dans ce paragraphe, en particulier si elles ont leur siège aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Afrique.

31. Enfin, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales devrait prendre note des demandes présentées par des organisations en vue d'être inscrites sur la liste du Service de l'information.

32. La délégation tanzanienne a l'intention de présenter une proposition formelle reflétant les points de vue que M. Waldron-Ramsey vient d'exposer.

33. M. SQUIRE (Etats-Unis d'Amérique) rejette catégoriquement l'affirmation du représentant de la République-Unie de Tanzanie selon laquelle le Gouvernement des Etats-Unis aurait, soit seul, soit de connivence avec le Secrétariat, délibérément empêché l'une quelconque des organisations des Etats-Unis d'être inscrite sur la liste du Service de l'information de l'Organisation des Nations Unies. Cette assertion est absolument fausse. Un grand nombre des organisations énumérées dans l'annexe au rapport du Secrétaire général (E/4476) se préoccupent des problèmes raciaux aux Etats-Unis et contribuent activement à leur solution. De ces problèmes raciaux, la délégation des Etats-Unis a parlé avec franchise dans de nombreux organes de l'ONU. M. Squire ne souscrit pas à l'affirmation selon laquelle les Noirs auraient aux Etats-Unis "des intérêts spéciaux". Les intérêts des Noirs sont les mêmes que ceux des autres ressortissants des Etats-Unis, bien que leurs problèmes soient malheureusement plus graves. Aux Etats-Unis, les Noirs sont représentés par de nombreuses organisations. M. Squire constate avec surprise que certaines de ces organisations, avec lesquelles il collabore personnellement, ne sont pas inscrites sur la liste du Service de l'information et il se propose d'en découvrir la raison. Il y a lieu de noter que c'est à l'organisation non gouvernementale elle-même qu'il revient de faire une demande si elle veut être inscrite sur la liste du Service de l'information; le représentant des Etats-Unis aimerait savoir combien de demandes d'inscription ont été en fait rejetées par le Service de l'information.

34. M. BABAA (Libye) appuie la proposition du représentant de la République-Unie de Tanzanie tendant à ce que la prochaine conférence régionale des organisations non gouvernementales ait lieu en Afrique.

35. Il est vrai que la plupart des organisations non gouvernementales inscrites auprès du Service de l'information sont des organisations des Etats-Unis,



et bon nombre d'entre elles sont des agents du sionisme international dont les activités ont pour but d'abuser l'opinion mondiale. Certaines de ces organisations, à la tête des moyens d'information, appuient les actes d'agression et d'expansion dans de nombreuses parties du monde. Elles financent également des campagnes d'information destinées à faire taire tous ceux qui s'opposent aux buts d'expansion sioniste au Moyen-Orient. Elles représentent de ce fait les intérêts particuliers d'une minorité qui cherche à imposer sa volonté à la majorité.

36. M. ALLEN (Royaume-Uni) fait observer que le représentant de la République-Unie de Tanzanie semble penser que la délégation du Royaume-Uni, en demandant un vote séparé sur le mot "autres", dans la dernière phrase du paragraphe 17 de la nouvelle résolution relative aux consultations avec les organisations non gouvernementales, a voulu masquer la prétendue défense, par le Royaume-Uni, des pratiques d'apartheid et d'intolérance raciale. Il n'en est rien. La délégation du Royaume-Uni se préoccupait uniquement de ce que cette phrase semblait suggérer en ce qui concerne la politique suivie par le Royaume-Uni dans les quelques territoires coloniaux qui lui restent. Le Gouvernement du Royaume-Uni abhorre l'apartheid et fait tout son possible pour encourager la tolérance et l'harmonie raciales au Royaume-Uni.

37. M. COX (Sierra Leone) appuie les points de vue exprimés par le représentant de la République-Unie de Tanzanie. Le moment est venu pour certaines délégations de reconnaître que les déclarations qu'elles font au Conseil doivent viser au progrès social et non à la défense de politiques aussi néfastes que le colonialisme et l'apartheid. Les délégations en question, bien qu'elles protestent et déclarent qu'elles n'appuieront pas le colonialisme et l'apartheid, s'efforcent sans cesse de minimiser la gravité de ces maux. Si elles étaient conséquentes et faisaient

concorde leurs actes avec leurs paroles, personne ne mettrait en doute leurs intentions. Le représentant du Sierra Leone insiste sur le fait qu'une organisation non gouvernementale figurant sur la liste a son siège en Afrique du Sud. Etant donné l'intolérance du Gouvernement de l'Afrique du Sud, cette organisation ne serait certainement pas autorisée à exister si elle n'appuyait pas — tout du moins de façon tacite — les politiques du gouvernement, qui sont de toute évidence contraires aux principes de la Charte des Nations Unies.

38. M. CAHEN (Belgique) déclare que le vote de la délégation belge sur le mot "autres", figurant au paragraphe 17 de la nouvelle résolution relative aux consultations, ne doit pas être interprété comme impliquant que le Gouvernement belge ne considérerait pas l'apartheid et l'intolérance raciale comme des violations manifestes des droits de l'homme, car le Gouvernement belge les tient pour telles.

39. Le PRESIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, l'examen du rapport du Secrétaire général sur les organisations non gouvernementales (E/4476) aura lieu après que le Conseil aura été saisi de la proposition officielle de la délégation tanzanienne.

*Il en est ainsi décidé.*

#### POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (E/4459 et Add.1)

40. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) propose que le Président du Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme soit invité à présenter le rapport du Groupe à une séance ultérieure.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 12 h 35.*